

Délibération n° 2018-04-05/4

Objet : Attribution de la subvention de fonctionnement au CCAS pour l'exercice 2018

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE DE PEROLS
CONSEIL MUNICIPAL DU 5 AVRIL 2018**

L'an deux mille dix-huit, le cinq avril,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 30 mars 2018, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

La séance s'est déroulée à huis clos.

Présents : J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - X. Mirault - C. Pistre - J. Taverne – M. Pellet – J.M. Malek - P. Nivresse - O. Boudet - G. Riguidel - B. Rodriguez – S. Riscal - F. Boyer - J.M Leiendeckers – B. Deltour - R. Casas Mateu - A. Jamet - S. Waselynck – B. Cosme - I. Gianiel

Absents représentés : F. Bertouy excusée, pouvoir à B. Conte Arranz – C. Moreteau excusée, pouvoir à B. Rodriguez – M. Litton excusé, pouvoir à J.M. Malek – A. Conesa excusé, pouvoir à F. Boyer – G. Della Ragione excusé, pouvoir à J.P. Rico – C. Germain excusée, pouvoir à I. Gianiel

Absents : A. Estève – C. Prost

Monsieur Marc Pellet, adjoint délégué aux finances et à la commande publique, rapporte :

La commune a confié au Centre Communal d'Action Sociale, établissement public administratif, la gestion de ses compétences d'action sociale et notamment les actions en direction des personnes en difficulté, handicapées ou dépendantes.

Le CCAS intervient auprès des administrés par le biais de services d'aide, tels que notamment : l'aide sociale alimentaire, la constitution de dossiers auprès des organismes prestataires.

La commune procède parallèlement au vote du budget, à l'attribution de la subvention de fonctionnement au CCAS, pour un montant total de 30 000,00 €.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Approuver l'attribution de la subvention de fonctionnement 2018 au CCAS, telle que proposée ci-dessus
- Dire que les dépenses sont inscrites au chapitre 65 du budget primitif 2018 de la Commune.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 5 avril 2018
Le Maire
Jean-Pierre RICO